

*L'Adresse—M. McDermid*

● (1740)

Ceux qui demeurent encore dans les maisons du programme PAAP à l'heure actuelle sont les victimes. Ce sont ceux qui sont restés et qui ont essayé de réussir. Ce sont ceux qui ne se sont pas sauvés au milieu de la nuit. Ce sont ceux qui n'ont pas demandé d'être libérés de leur dette. Ils ont essayé de créer un foyer pour leur famille. Reçoivent-ils de l'aide? Les encourage-t-on? Non. La SCHL est intervenue et elle vend \$33,000, \$34,000 ou \$35,000 les maisons que ces gens avaient achetées pour environ \$43,000, \$44,000 ou \$45,000 dollars.

Ces gens qui essayaient de se créer un foyer ont vu la valeur de leur maison diminuer automatiquement de \$10,000. Ils doivent faire face à des prêts à 17 p. 100 en première hypothèque, et à des taux que la SCHL voudra bien fixer en deuxième hypothèque, mais l'accord précise «au taux courant», qui est maintenant de 20 p. 100. Et que fait le gouvernement pour les aider? Rien.

Le ministre des Travaux publics (M. Cosgrove) fait toutes sortes de déclarations, disant qu'il étudie quatre ou cinq projets. L'un d'entre eux lui a été proposé par le responsable des services sociaux de Brampton, et il se rapproche beaucoup du programme de crédit d'impôt au titre des hypothèques et des taxes foncières mis de l'avant par le parti progressiste-conservateur. Ce programme lui semblait excellent; seul le nom avait changé. Trois ou quatre autres programmes lui ont été proposés, qu'il juge également excellents. Pourtant, le ministre des Finances (M. MacEachen) est ensuite venu nous dire qu'il ne pouvait rien faire pour venir en aide à ces gens. Oh, il a bien parlé d'allonger la période d'amortissement de 25 à 40 ou 50 ans pour diminuer un peu les paiements. Cela aiderait un peu, mais c'est insuffisant.

Je prends aujourd'hui la parole au nom de ceux qui se sont installés dans les maisons du programme PAAP, qu'il s'agisse de tours ou de maisons en rangée, et je demande au gouvernement d'intervenir, par l'entremise de la SCHL, et de se pencher sur la situation dans laquelle il a mis ces gens. Je demande au gouvernement d'accorder à ces gens une aide véritable. J'ai rencontré beaucoup d'associations de propriétaires de logements en copropriété et le programme de deuxième hypothèque de la SCHL aux taux courants est l'une de leurs principales causes de soucis. Je demande donc au gouvernement d'étudier la possibilité d'étaler le remboursement des deuxièmes hypothèques contractées auprès de la SCHL sur une période beaucoup plus longue: au lieu de cinq ans, la SCHL devrait accorder dix ans. Je demande aussi au gouvernement de renoncer aux intérêts sur les deuxièmes hypothèques. Je ne parle pas de cadeaux, mais si je lui demande cela, c'est parce que ces gens ont été poussés à se prévaloir de ce programme. On les a séduits pour les amener à y participer.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** On les a roulés.

**M. McDermid:** On les a roulés et leurrés. Tous l'ont d'ailleurs déclaré. Il suffit de jeter un coup d'œil sur un journal de fin de semaine de Toronto pour voir que le gouvernement vend encore des unités d'habitation avec \$90 de rabais pour \$245 par mois à un taux hypothécaire de 8 p. 100. On ne dit nulle part qu'il faut liquider l'hypothèque en cinq ans. On ne parle pas d'aide possible de la SCHL. Le leurre par excellence! Pourquoi le gouvernement n'abandonne-t-il pas ce programme?

Le gouvernement va acculer de jeunes familles à la faillite. Je vois cela d'ici. Il y a de ces personnes qui viennent me voir à mon bureau toutes les fins de semaine. Je vais chez elles et je vois qu'elles ont fait de ces maisons des foyers chaleureux. C'est là qu'elles vivent et qu'elles tentent d'élever leurs enfants, mais elles s'inquiètent des taux de leurs premières hypothèques qui sont passés de 8 à 17 p. 100 et des prêts qu'elles ont obtenus en vertu du Programme d'aide pour l'accession à la propriété et qu'elles doivent rembourser aux taux actuels. C'est effrayant, et j'intercède en leur nom pour que le gouvernement étudie sérieusement la situation et y remédie au plus tôt. C'est tout ce que je demande. Je regrette que le ministre des Travaux publics ne soit pas là pour m'entendre, mais je suis sûr que ceux qui sont là voudront bien lui transmettre ma supplique en leur nom.

Je n'aime pas faire de publicité, mais j'ai ici la section immobilière du *Sun* de dimanche dernier. On y annonce un magnifique immeuble en copropriété nouvellement construit dans ma localité et auquel le Programme d'aide pour l'accession à la propriété s'applique. Un appartement de trois chambres à coucher pour \$43,000, c'est une aubaine. On raconte que les appartements des trois autres tours sont tous vendus. En fait, c'est en partie vrai. Ils ont tous été vendus . . .

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Les gens aussi.

**M. McDermid:** . . . mais la moitié sont maintenant vides. La SCHL a décidé de vendre ces unités de logement mais elle ne le fera pas avant que la dernière tour ne soit remplie. Une fois que cette tour aura été remplie, la SCHL vendra les autres unités à environ \$10,000 de rabais. La SCHL ne bouge donc plus et attend que la tour soit complète.

Le gouvernement devrait avouer que le Programme d'aide pour l'accession à la propriété n'était autre chose qu'un programme visant à vendre des maisons. Ce n'était pas un programme destiné à faciliter à des familles l'accession à la propriété mais plutôt un programme de vente de maisons pour le compte de constructeurs et voilà maintenant que les déboires et l'incertitude qu'il a pu causer se retournent contre leur auteur. Les cinq années sont maintenant juste écoulées et j'invite encore une fois le gouvernement à réfléchir très sérieusement sur la gravité de la situation. S'il ne le fait pas, il y aura pas seulement un taux de vacance de quatre sur dix unités mais bien un taux de dix sur dix, et le gouvernement aura causé des déboires inimaginables à bien des familles non seulement dans ma localité mais aussi dans celle du ministre des Travaux publics, à Scarborough, tout comme souffriront également des gens dans la localité du critique en matière de logement, Orillia, ainsi que dans la localité du nouveau député de Mississauga-Nord (M. Fisher) qui devrait d'ailleurs prendre la parole à ce sujet.

Je terminerai mes remarques sur ce sujet en disant au gouvernement que j'espère qu'il trouvera très rapidement une solution afin que nous puissions encourager ces gens à rester dans leurs maisons et à continuer d'y élever leur famille.

Le prochain sujet dont j'aimerais parler brièvement, si vous me le permettez, est celui du référendum qui approche à grands pas au Québec. Anglophone de l'Ontario, je ne suis pas un expert sur ce qui se passe au Québec; tout ce que je puis dire c'est ce que je ressens. Je ne veux pas que le Québec quitte la confédération parce que cette province fait autant partie de moi, qui suis un Canadien anglais de l'Ontario, que n'importe